



## NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 21 - 28 Janvier, 2011

### Politiques de l'UE ont nourri la crise égyptienne



Simon Stocker (Eurostep)  
et Proinsias de Rossa,  
député au Parlement européen

Le lancement cette semaine à Bruxelles du deuxième Rapport Européen de Social Watch, qui analyse les tendances de la pauvreté dans la région, a trouvé dans les rues de l'Egypte la démonstration plus ferme de ses propres conclusions. « Les politiques insoutenables menées par des gouvernements qui ne promeuvent pas la cohésion sociale pour tous sont entre les lignes de ce que la crise égyptienne nous dit, et ces politiques pourraient affecter de la même manière les pays de l'Union Européenne », a dit Roberto Bissio, coordinateur de Social Watch.

[Lire plus](#)

### Indice de la Société Civile en œuvre au Maroc

L'Espace Associatif (EA) en collaboration avec CIVICUS, met en œuvre l'Indice de la Société Civile (ISC) au Maroc. Ce projet est devenu possible grâce au partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Maroc et le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité (MDSFS).

[Lire plus](#)

### L'eau dans contrôle

L'étude réalisée dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement a Bénin dont un rapport provisoire est restitué le mois dernier, entre dans le cadre des activités du projet d'appui au renforcement des capacités des organisations de la société civile pour un contrôle citoyen de qualité.

[Lire plus](#)

### Alliance Sud à Dakar

Au Forum social mondial de Dakar, du 6 au 11 février, plusieurs dizaines de milliers de personnes discuteront de problématiques actuelles et planifieront des activités communes. La délégation suisse comptera plus de 55 personnes issues de la politique, des syndicats, des ONG et des médias. Alliance Sud et E-Changer coordonnent la délégation.

[Lire plus](#)

### Le temps d'agir: Faire face a la pauvreté, l'exclusion et l'inégalité

La présentation du Deuxième Rapport Européen de Social Watch mardi n'a pas pu être plus opportune. Déjà depuis son titre, « Time for Action : Responding to Poverty, Social Exclusion and Inequality in Europe and Beyond » (« Temps pour l'action : Une réponse à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'iniquité en Europe et au-delà »), il faisait allusion aux conséquences des politiques de l'UE à l'étranger. Comme la crise en Egypte.

Le rapport indique que le 17 pour cent de la population de l'UE vit dans des conditions de pauvreté, et analyse la situation de groupes particulièrement vulnérables, comme les Roms et les immigrants, avec emphase dans l'analyse de genre et dans la clameur des jeunes et des personnes âgées. Il conclut avec un appel à un standard universel de sécurité sociale, et à ce que l'Europe fixe son propre « sol » dans la matière.

InDepthNews, une des principales sources d'information en matériel de pauvreté et de développement, a publié l'article suivant le jour après la présentation du rapport à Bruxelles.

*Moyen-Orient: Des activistes alertent l'Europe par leurs échecs politiques*

*Par Jaya Ramachandran*

Les politiques contre la pauvreté et de coopération au développement de l'Union Européenne font l'objet de forts critiques d'activistes de tout le continent, tandis que les protestations au Moyen-Orient concentrent chaque fois plus l'attention du public.

« Les politiques insoutenables menées par des gouvernements qui ne promeuvent pas la cohésion sociale pour tous sont entre les lignes de ce que la crise égyptienne nous dit, et ces politiques pourraient affecter de la même manière les pays de l'Union Européenne », a dit Roberto Bissio, coordinateur du réseau d'organisations de la société civile Social Watch.

Le contexte dans lequel les protestations pro-démocratiques se développent en Egypte s'aggravent à cause des mauvaises manipulations des crises financière et économique, a ajouté Bissio. Tandis que les banques ont été sauvées, le Fonds Monétaire International (le FMI) a restreint encore plus les frais publics.

Le rapport européen de Social Watch, présentée le 1 février, indique que « l'aide de l'Europe à l'Egypte a aidé à maintenir au président Hosni Mubarak dans le pouvoir », tandis qu'il a eu « trop peu appui à des organisations de la société civile qui exigent une distribution plus équitable et juste des ressources »

L'Union Européenne (UE) a livré à l'Egypte 2.260 millions d'euros (USD 3.120 millions) depuis 1995. En octobre dernier, celle-ci s'est engagé à lui donner 449 millions d'euros (USD 623 millions) « pour soutenir les réformes économiques et le développement entre 2010 et 2013 ».

L'UE a aussi promis 110 millions d'euro pour soutenir le secteur de la santé, 10 millions pour le développement de ses secteurs ruraux, 20 millions pour fortifier les institutions du gouvernement et 20 millions encore pour un projet d'énergie éolienne.

Les analystes s'en doutent que cet argent soit utilisé de la manière convenue. De toute façon, la porte-parole de relations extérieures de l'UE, Maja Kocijancic, a refusé d'utiliser l'assistance comme outil pour tordre le bras au régime. « La suspension de l'aide est trop prématurée. Nous étudions quelles actions peuvent être prises, mais, comme nous avons toujours dit, ces actions ne doivent pas nuire la population », a dit, selon le journal en ligne EU Observer le 26 janvier.

Le journal a commenté que « certaines des armes et véhicules utilisés contre le peuple égyptien, comme hélicoptères, chars de combat et voitures anti-troubles sont fournis par les Etats-Unis et l'UE », entre eux ceux fabriqués par la compagnie italienne Iveco SpA.

Selon EU Observer, 18 pays de l'UE ont vendu en total 75.7 millions d'euros en armes à l'Egypte en 2009.

Les activistes considèrent que « maintenant les pauvres insistent sur le fait qu'on respecte leurs droits, cette révolution aura de grandes conséquences pour le Moyen-Orient ».

En manifestant sa solidarité avec les manifestants égyptiens, Social Watch a indiqué l'iniquité dans la distribution de la richesse comme cause de la crise dans ce pays. L'assistance européenne n'a pas été employée en proportion suffisante pour assurer l'inclusion des marginalisés.

« Ceci est une révolution sociale », a dit la libanaise Kinda Mohamadieh, porte-parole du Réseau Arabe d'Organisations Non Gouvernementales pour le Développement. « Comme activistes, nous nous consacrerons à ce que dans la période post Mubarak il y ait davantage de mécanismes pour appeler à la responsabilité » des autorités face à la population, il a soutenu.

La crise égyptienne a des ramifications énormes pour la région. Le Réseau Arabe est préoccupé par le manque d'une réponse forte de l'UE, SELON les ACTIVISTES.

« Ceci est la fin de l'ère de Mubarak », a exprimé Mirjam van Reisen, professeure de Responsabilité Sociale Internationale de l'Université de Tilburg. « Le mur de Berlin est tombée à la frontière sud de l'Europe. Les peuples du nord de Soudan, d'Erythrée, d'Yemen, de la Jordanie, de toute la région s'inspirent » de l'exemple égyptien, a ajouté.

« Quand le mur de Berlin est tombé en 1989, la Russie était clef. La puissance nucléaire est maintenant l'Israël au Moyen-Orient. La survie de l'Israël dépend de sa capacité de faire la paix avec ses voisins en respectant les droits de l'homme de tous », a soutenu la professeure, fondatrice de Europe External Policy Advisors (EEPA).

Pour sa part, le directeur du réseau d'organisations Eurostep, Simon Stocker, a informé que le rapport de Social Watch met en évidence « la croissante pauvreté de l'Europe, qui n'est pas suffisamment prioritaire pour l'agenda » de l'UE.

La stratégie extérieure appelée l'Europe 2020 « donne la priorité à la croissance économique sur les politiques sociales », mais « le surgissement de taudis dans des villes européennes, habitées par des immigrants sans-papiers, vérifie qu'il est nécessaire d'installer la justice sociale dans l'agenda » continental.

Fintan Farrel, d'Eurostep, a considéré aussi que « il est heure que l'UE assume une analyse consistante de protection sociale, tant à l'intérieur comme en dehors » du bloc.

Genoveva Tisheva, du Centre de Recherche de Genre, a ajouté que « la politique extérieure européenne devrait se concentrer sur l'éradication de la pauvreté, en s'assurant que les femmes en profitent de manière équitable ». « L'aide ne devrait pas être utilisée pour maintenir des dictatures. Notre expérience propre indique que les peuples, en dernier, exigeront de la justice et du respect de ses droits. »

Source : *InDepthNews*

### **Réunion du Focus groupe régional sur ISC**

L'Espace Associatif (EA) en collaboration avec CIMCUS, met en œuvre l'Indice de la Société Civile (ISC) au Maroc. Ce projet est devenu possible grâce au partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Maroc et le Ministère du Développement Social de la Famille et de la Solidarité (MDSFS).

L'ISC est un projet de recherche action qui vise à évaluer l'état de la société civile dans le monde. L'objectif de ce travail est de créer une base de connaissance, et de favoriser l'engagement dans des initiatives visant à renforcer la société civile. L'ISC combine une variété d'éléments de recherche avec des processus participatifs et consultatifs. Depuis 2003, l'ISC a été mis en œuvre dans plus de 50 pays.

La mise en place de l'ISC permet le renforcement des capacités de la société civile et le développement d'outils et de données quantitatives et qualitatives fiables s'y rapportant. Cet indice permettra à coup sûr de situer l'état de développement de la société civile marocaine au niveau régional et global d'une part, et d'autre part, il constituera un outil de plaidoyer pour la société civile et les différentes parties prenantes pour identifier les opportunités d'amélioration et de développement du secteur.

La méthodologie préconisée pour le projet comporte la mise en place d'un processus participatif de discussion et de partage des résultats des enquêtes et des études de cas développées avec les acteurs de la société civile. Représentant la diversité de la société civile et ses autres parties prenantes, cette rencontre vise à développer des recommandations pour l'amélioration de l'efficacité de la société civile et de son plaidoyer.

C'est Dans cette optique que l'Espace Associatif a organisé une réunion du focus groupe régional à Marrakech le samedi 29 janvier 2011.

Plus d'informations : [http://www.espace-associatif.ma/IMG/pdf/Note\\_de\\_presentation\\_ISC.pdf](http://www.espace-associatif.ma/IMG/pdf/Note_de_presentation_ISC.pdf)

### **Eau et assainissement au six communes à Bénin**

Les membres des organisations de la société civile et les représentants des élus locaux des communes de Ouidah, Grand Popo, Sèmè Kpodji, n'Dali, Toukountouna et Zangnanado se sont retrouvés le mardi 25 janvier 2011 à la salle de conférence du réseau Social Watch Bénin.

L'objectif était de parcourir le rapport de l'étude sur la mise en œuvre des politiques de développement local dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement financée par le programme des nations unies pour le développement (Pnud) pour le compte du projet d'appui au renforcement des capacités des organisations de la société civile pour un contrôle citoyen de qualité mis en œuvre par Social Watch Bénin.

L'étude réalisée dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement dont le rapport provisoire est restitué hier entre dans le cadre des activités du projet d'appui au renforcement des capacités des organisations de la société civile pour un contrôle citoyen de qualité.

Six communes ont été retenues pour cibles au titre de l'étude. Il s'agit de Ouidah, Sèmè-Kpodji, Grand Popo, n'dali, Toukountouna et Zangnanado. La chargée du projet a d'abord souhaité la bienvenue aux participants avant de leur signifier que le développement durable ne peut se faire sans la base et c'est la raison pour laquelle l'étude s'est focalisée sur le niveau local.

En ce qui concerne les trois domaines ciblés, Blanche Sonon déclare que l'eau, l'assainissement et l'environnement sont des secteurs essentiels pour l'existence de l'homme. Présentant le rapport, Bonaventure Kiti a rappelé que l'étude spécifiquement est destinée à entre autres à augmenter le niveau d'inclusion et de contribution des organisations de la société civile (OSC) dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques au niveau local.

Les résultats qui se dégagent de l'étude montrent en général que le taux d'accès en milieu rural connaît une grande variation mais ne dépasse guère 70% dans le meilleur des cas dans les localités desservies par la Direction Générale des Eaux (DGeau). En milieu urbain, la situation est relativement mauvaise avec des taux de desserte pouvant avoisiner 2% seulement à Toucountouna. La ville de Ouidah fait l'exception en atteignant environ 70% de desserte.

Dans le sous-secteur de l'assainissement et cadre de vie, les résultats de l'étude font ressortir un très faible taux de couverture des établissements scolaires en matière de mise à disposition de latrines. Ce taux ne dépasse pas généralement 39%. S'agissant des autres aspects de l'assainissement, à savoir le drainage des eaux pluviales, le balayage des rues et le ramassage des ordures, il faut reconnaître que la situation reste préoccupante et celle concernant le drainage des eaux pluviales reste sévère, notamment dans les communes situées sur le cordon littoral à savoir Grand Popo, Ouidah et Sèmè Kpodji.

Le sous secteur de la protection des zones forestières et des terres agricoles présente la quasi inexistence de données fiables permettant de déterminer la superficie exacte des aires protégées, c'est-à-dire dont l'exploitation est sous contrôle. L'étude précise que les trois sous secteurs en étude sont négligés en ce qui concerne leur financement.

Source : *Lanouvelletribune.info*

### Activités organisées par Alliance Sud pendant le Forum Social Mondial

#### « A quoi sert la coopération internationale ? »

*Date : 8 février, 12.30-15.30*

Lors de l'atelier des personnalités de l'Afrique de l'Ouest et de la Suisse débattront du sens et de l'utilité de la coopération au développement ainsi que de la politique des agences, des pays donateurs et des pays bénéficiaires. Les questions à traiter seront : Quelles expériences ont été faites au Sénégal et en Afrique de l'Ouest? Y a-t-il des différences entre les divers acteurs du Nord (Etats, ONG)? Quelles sont les approches poursuivies par la Suisse et les organisations suisses de développement dans leurs activités en Afrique de l'Ouest et au Sénégal? Quelle est l'importance de la coopération internationale pour le développement de l'Afrique/du Sénégal? Où se posent-ils des problèmes? Quels changements seraient nécessaires pour qu'elle promeuve d'une manière effective les processus de développement et serve vraiment aux populations socialement défavorisées ? Où est-ce qu'il serait mieux de l'arrêter?

#### *Intervenantes prévues*

Pemba Mbow, Sénégal (professeur à l'Université de Dakar, féministe et présidente du « Mouvement social »)  
Mamadou Goïta, Mali, Directeur de l'Institut de Recherche et de Promotion de Alternatives en développement, Bamakao (Mali)

Souleymane Bassoum, Sénégal, coordinateur de l'Action de Carême

Peter Niggli, Suisse, Directeur d'Alliance Sud et auteur du livre : « A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes », Lausanne 2008

Konrad Specker, Suisse, Chef Division Partenariats institutionnels de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC/Département fédéral des Affaires étrangères)

Heidi Keïta, Suisse, Entraide Protestante Suisse, responsable pour la coopération avec l'Afrique de l'Ouest

Modération: Joséphine Ouedraogo, Dakar, Secrétaire exécutive Enda-Tiers Monde

Organisé par : Enda-Pronat (Sénégal) et Alliance Sud (Suisse), soutenu par : Enda Tiers Monde, IRPAD-Mali, DIOBASS, COPAGEN, RNFRS, FENAB et autres.

*Translation to English and Wolof*

#### **OMC et cycle de Doha: quo vadis?**

*9 février, 12.30-15.30*

L'atelier se propose de débattre de l'impact du cycle de Doha sur l'Afrique et de voir comment, dans un éventuel "agenda post-Doha", l'OMC pourrait aider à résoudre les crises qu'elle a elle-même contribué à déclencher, notamment: crise économique et financière; crise alimentaire; crise sociale; crise climatique; réforme de l'OMC.  
*Organisé par* : Alliance Sud (Suisse); African Agency for Trade and Development (2ACD, Genève/Suisse); Enda Tiers-Monde (Dakar)

#### *Intervenantes :*

Isolda Agazzi (Alliance Sud)

El Hadji Diouf (directeur de l'Agence africaine pour le commerce et le développement 2ACD à Genève)

Cheikh Tidiane Dièye, (coordinateur de programme commerce chez Enda Tiers Monde, Dakar)

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

[socwatch@socialwatch.org](mailto:socwatch@socialwatch.org)

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

[sw-actualite-request@istas.item.org.uy](mailto:sw-actualite-request@istas.item.org.uy)

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11. Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.